

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

La corruption politique a d'énormes conséquences dans le monde entier. La transparence du financement politique, de l'influence politique et de l'administration de l'État peut contribuer à réduire la corruption et à améliorer la légitimité, le pluralisme et la représentativité des processus démocratiques. Les données ouvertes sur la prise de décision et les décideurs constituent un puissant outil pour repérer les intérêts qui déterminent la façon dont les décisions de gouvernance sont prises et appliquées.

De nouvelles données provenant de 67 pays du PGO, dont 13 pays d'Afrique et du Moyen-Orient, révèlent des lacunes importantes dans les cadres et la disponibilité des données dans une variété de domaines liés à la lutte contre la corruption politique. Cette analyse fait partie du rapport [Liens brisés : Les données ouvertes au service de la responsabilisation et de la lutte contre la corruption](#)¹, qui offre un aperçu des cadres et de la disponibilité des données de pays du PGO dans huit domaines politiques au moyen de données du [baromètre mondial des données \(Global Data Barometer – GDB\)](#)². L'objectif du rapport : repérer les points à améliorer et générer des recommandations pour les futurs engagements du PGO.

La présente analyse porte sur l'état des cadres de données et leur disponibilité dans les 13 pays du PGO évalués par le GDB en Afrique et au Moyen-Orient (voir *Pays analysés*). L'analyse comprend ce qui suit :

- Résumé de l'évaluation du GDB des données de lutte contre la corruption dans la région
- Aperçu des engagements des pays du PGO dans les domaines politiques évalués
- Faits saillants de domaines politiques sélectionnés tirés des données du GDB et du PGO
- Exemples d'innovations dans la région

Pays analysés

Pays du PGO évalués dans le GDB et inclus dans l'analyse qui suit

- Burkina Faso
- Côte d'Ivoire
- Ghana
- Jordanie
- Kenya
- Libéria
- Malawi
- Maroc
- Nigeria
- Sénégal
- Sierra Leone
- Afrique du Sud
- Tunisie

Pays du PGO non évalués dans le GDB³

- Cabo Verde
- Seychelles

¹ Le rapport *Liens brisés : Les données ouvertes au service de la responsabilisation et de la lutte contre la corruption* se trouve ici : <https://www.opengovpartnership.org/fr/broken-links/>.

² Pour en savoir plus sur le baromètre mondial des données : <https://globaldatabarometer.org/>.

³ En raison de l'impossibilité de trouver des chercheurs, 10 des 77 pays du PGO n'ont pas fait l'objet d'une évaluation par le Baromètre mondial des données.

Points clés

- **Point d'amélioration principal de la région : accroître la diffusion de données sous quelque forme que ce soit.** Les marchés publics sont le seul domaine évalué où la plupart des pays de la région publient des données. Moins d'un quart des pays publient des données dans tous les autres domaines politiques.
- **L'obligation de collecte et de publication des données est absente de nombreux domaines politiques.** Si la plupart des pays d'Afrique et du Moyen-Orient exigent la collecte de données sur les actifs des fonctionnaires et le financement politique, peu exigent leur publication. Comme ailleurs, il existe peu d'exigences en matière de collecte et de publication de données sur le lobbying.
- **Dans le cadre de leurs plans d'action du PGO, plusieurs pays ont entrepris des réformes dans certains domaines politiques.** Beaucoup se sont engagés à réformer les marchés publics et la divulgation des actifs. Cela dit, il faut davantage d'engagements, notamment en ce qui concerne le lobbying et le financement politique.

Zuki Kota, employée du Public Service Accountability Monitor, est l'un des créateurs de Vulekamali, qui est un portail de données budgétaires créé par le Trésorerie Nationale d'Afrique du Sud en partenariat avec des organisations de la société civile. La plateforme en ligne permet aux gens de suivre comment l'argent est dépensé et il a des ressources utiles pour en savoir plus sur le budget et le processus budgétaire. Photo de PGO.



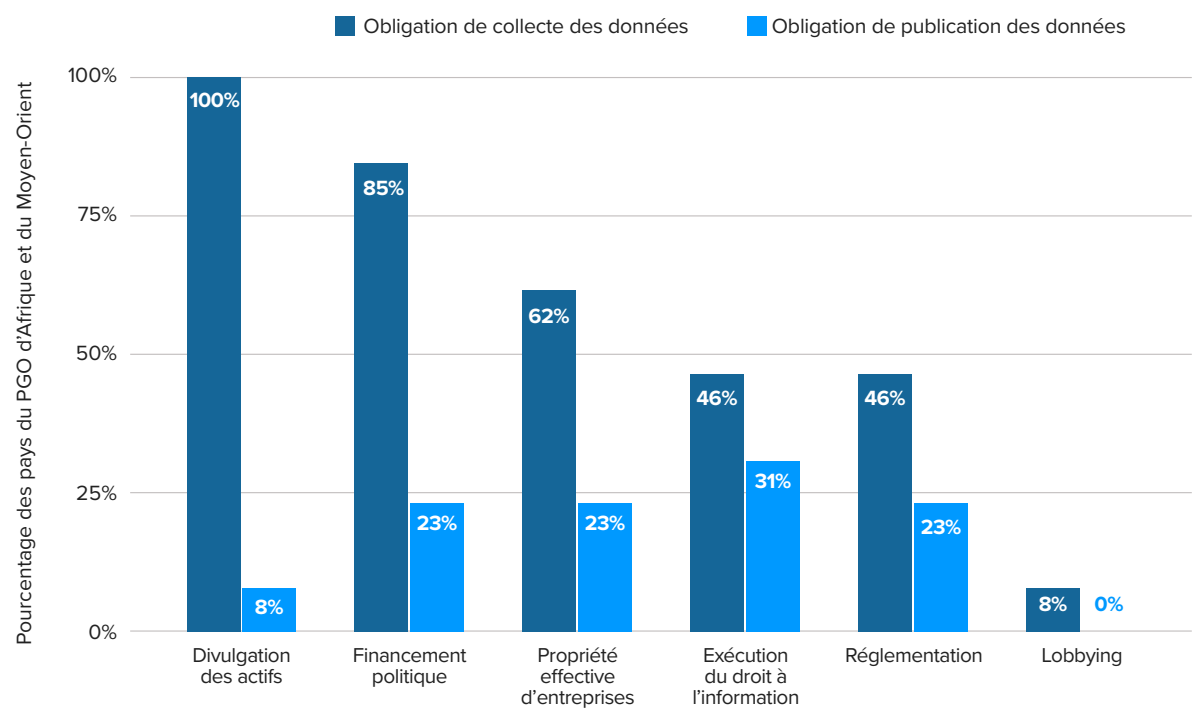
État global des données pour lutter contre la corruption

Cadres juridiques

Dans tous les domaines politiques, il existe un écart entre le nombre de pays exigeant la collecte de données et le nombre de pays exigeant leur publication (voir figure 1)⁴. Si la plupart des pays exigent la divulgation des actifs et la collecte de données sur le financement politique, seul un petit nombre exige leur publication. L'obligation de collecte et de publication est particulièrement faible en ce qui concerne les données sur l'exécution du droit à l'information, la réglementation et le lobbying.

FIGURE 1 : Écarts dans l'obligation de collecte et de publication des données

Proportion des 13 pays du PGO en Afrique et au Moyen-Orient évalués par le GDB ayant des obligations de collecte et de publication de données dans différents domaines politiques.



Remarque : L'analyse ne tient compte que des lois et politiques obligatoires existantes et en vigueur⁵.

⁴ Le baromètre mondial des données évalue si les pays ont fixé des exigences de publication des données par des politiques obligatoires, des règlements ou des lois. Les cadres juridiques régissant les données relatives aux marchés publics et au régime foncier n'ont pas été évalués. Cependant, des renseignements sur la disponibilité de ces données ont été recueillis (voir *Disponibilité et utilisabilité des données*).

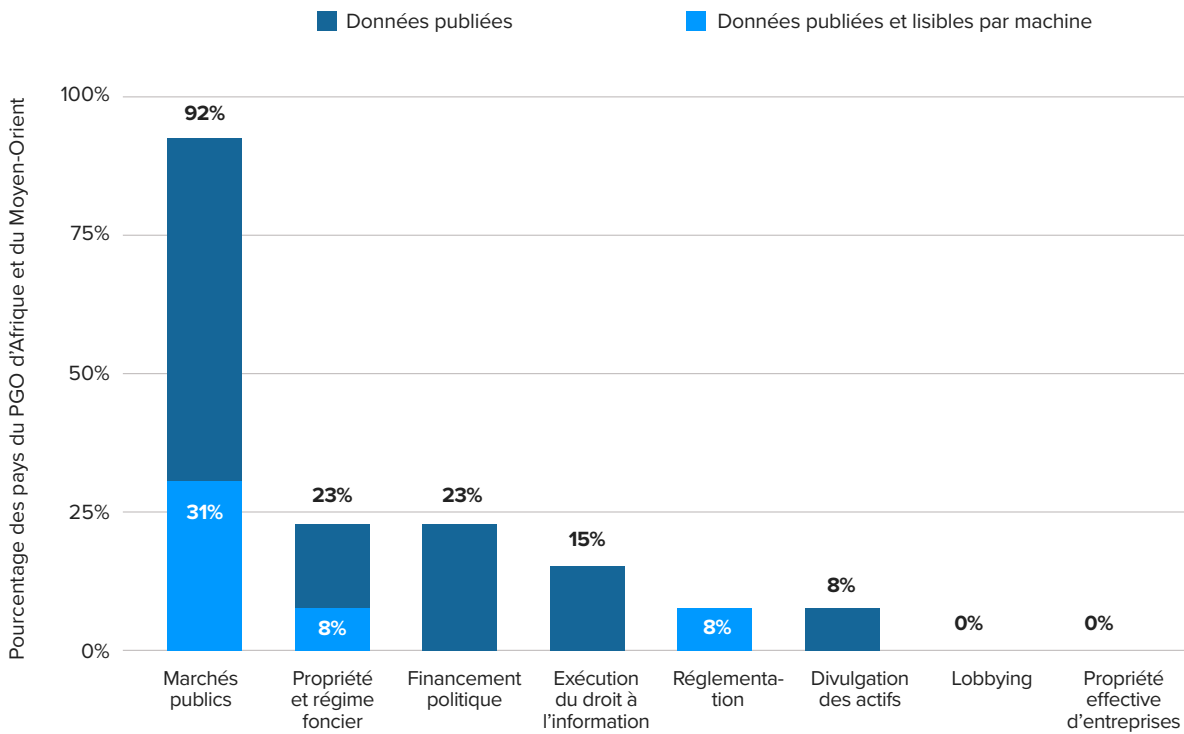
⁵ Pour en savoir plus, voir la section À propos du rapport : <https://www.opengovpartnership.org/fr/broken-links/>.

Disponibilité et utilisabilité des données

Peu de pays de la région publient des données clés sur la lutte contre la corruption. Lorsque les données sont disponibles, elles le sont rarement dans un format ouvert (voir figure 2). Les marchés publics sont la principale exception, où presque tous les pays d'Afrique et du Moyen-Orient publient des données, et plus d'un quart publient des données lisibles par machine.

FIGURE 2 : Écarts dans la disponibilité et l'utilisabilité des données

Proportion des 13 pays du PGO en Afrique et au Moyen-Orient évalués par le GDB ayant des données publiées et des données lisibles par machine.



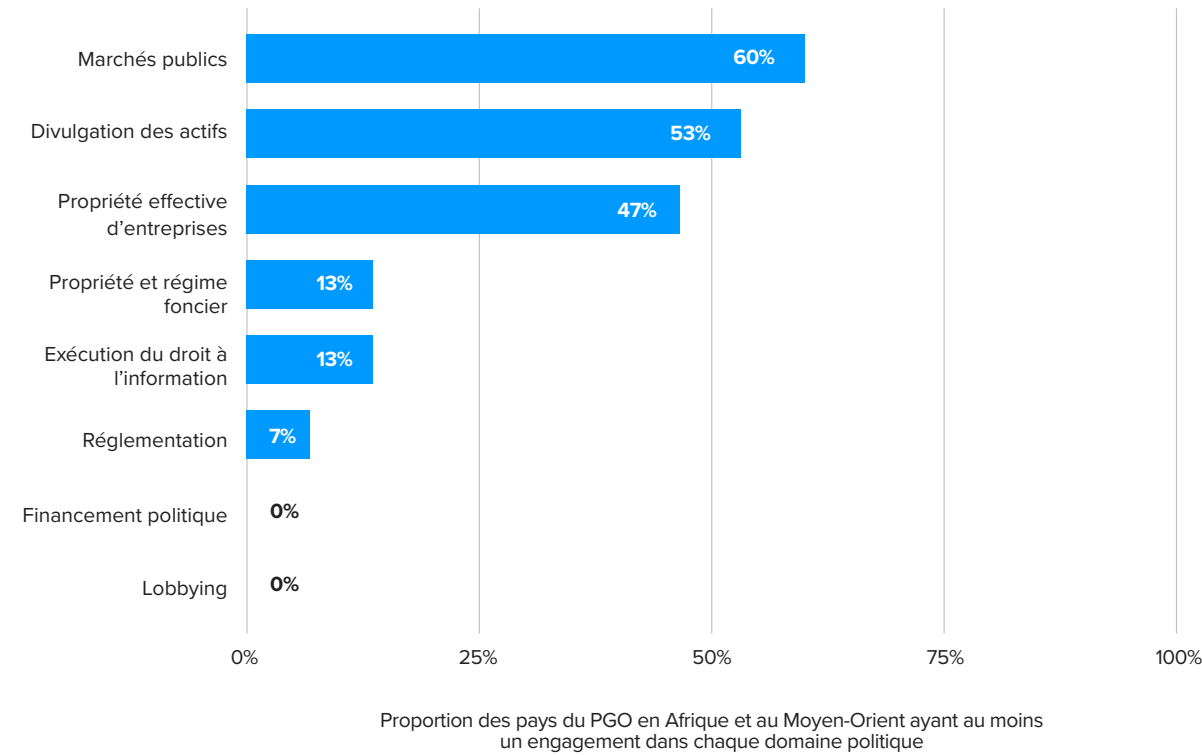
Remarque : Les pays avec diffusion partielle des données sont considérés comme des cas de non-diffusion⁶.

Le point sur les engagements du PGO dans la région

Les pays du PGO en Afrique et au Moyen-Orient ont poussé des réformes dans certains domaines politiques, comme la propriété effective, mais en ont négligé d'autres, comme le lobbying (voir figure 3). Plus de la moitié ont pris un engagement relatif à la divulgation des actifs, mais aucun n'a abordé le lobbying ou le financement politique.

FIGURE 3 : Engagements du PGO dans la région

Proportion des 15 pays du PGO en Afrique et au Moyen-Orient ayant au moins un engagement du PGO dans chaque domaine politique couvert dans le présent rapport.



⁶ Pour en savoir plus, voir la section À propos du rapport : <https://www.opengovpartnership.org/fr/broken-links/>.

Domaines politiques sélectionnés

Les domaines suivants font l’objet d’une analyse approfondie sur la base de divers facteurs, notamment les priorités régionales, les tendances actuelles et les occasions d’amélioration.

Propriété effective d’entreprises

La publication de registres numériques contenant des données sur les propriétaires effectifs permet de dévoiler les structures juridiques secrètes qui peuvent être exploitées pour blanchir les produits de la corruption et d’autres activités illicites.

Principales conclusions du GDB

- **Un nombre important de pays ont des lois sur la propriété effective.** Dans la région, huit pays du PGO ont une loi en vigueur qui exige la collecte de données sur la propriété effective, et trois (Côte d’Ivoire, Ghana et Nigeria) ont des lois en vigueur en exigeant la publication.
- **Les données ne sont pas accessibles au public dans la majeure partie de la région.** Si de nombreux pays disposent de lois imposant la collecte ou la publication de données sur la propriété effective, le Nigeria est le seul où ces données sont librement accessibles en ligne.

Progrès notables dans le domaine

- **La transparence de la propriété effective est un domaine de réforme en pleine expansion.** Sept pays de la région ont pris en tout 19 engagements en la matière⁷. Cinq d’entre eux mettent actuellement en œuvre un engagement dans le cadre de leurs plans d’action 2020 ou 2021.
- **De nombreux engagements en matière de propriété effective dans la région font intervenir des données ouvertes.** Onze des dix-neuf engagements évoquent la publication de données sur la propriété effective conformément aux principes des données ouvertes. De nombreux pays d’Afrique et du Moyen-Orient, dont le Ghana et le Nigeria, se sont engagés à publier des données selon les normes de [l’Initiative pour la transparence dans les industries extractives \(ITIE\)](#)⁸.

Innovations régionales	
Nigeria	Les données sur la propriété effective dans l’industrie extractive sont disponibles conformément aux normes de l’ITIE. ⁹

⁷ En date de juin 2022, 15 membres nationaux et 12 membres locaux du PGO en Afrique et au Moyen-Orient avaient soumis au moins un plan d’action. Voir la [liste actualisée des membres du PGO](#).

⁸ Initiative pour la transparence dans les industries extractives, *Rétrospective de l’année*, 2022, <https://eiti.org>.

⁹ Nigeria Extractive Industries Transparency Initiative, “Beneficial Ownership Portal,” n.d., https://bo.neiti.gov.ng/og_search.



Garmondeh Banwon est membre de la communauté Jogbahn du comté de Grand Bassa, au Libéria. La communauté continue de se battre pour comprendre ses droits fonciers et protéger ses terres communautaires. Dans le cadre de ses engagements en matière du PGO, le gouvernement libérien a accepté de publier en ligne des informations sur les concessions, ainsi que d’adopter une loi officielle sur les droits fonciers. Ces informations montrent quelles terres appartiennent à qui et indiquent où les concessions et les villages se chevauchent. En montrant ces informations concurrentes, les communautés peuvent les utiliser pour montrer que leur terre leur appartient et qu’elles ont des droits sur les ressources. Photo de PGO.

Propriété et régime foncier

Il est essentiel de savoir qui possède des terres et sous quel régime de propriété foncière, car les terres sont à la fois une cible majeure de corruption et un véhicule couramment utilisé pour le blanchiment d’argent. Les politiciens peuvent également adopter des politiques favorables à certains propriétaires fonciers, comme des subventions directes.

Principales conclusions du GDB

- **Peu de pays de la région publient des données sur le régime foncier sous quelque forme que ce soit.** Aucune donnée n’est disponible dans un format lisible par machine, pour un téléchargement en masse, ou sous licence pour une réutilisation.
- **La portée des données sur le régime foncier est très limitée.** En général, les pays ne publient pas de données sur le type de régime foncier applicable à certaines terres, notamment les terres domaniales, les terres en accès libre et les terres communales. Aucun pays de la région ne publie de données sur les régimes fonciers des peuples autochtones ou sur le sexe des propriétaires fonciers.

Progrès notables dans le domaine

- **La plupart des membres ont pris un engagement lié aux droits fonciers.** En Afrique et au Moyen-Orient, huit membres nationaux et trois membres locaux du PGO ont pris un total de 23 engagements en la matière. Deux pays mettent en œuvre un engagement en matière de droits fonciers dans le cadre de leurs plans d’action 2020 ou 2021.
- **De nombreux engagements mentionnent l’ouverture de données.** Par exemple, dix engagements en matière de droits fonciers font référence aux données ouvertes. Le Mécanisme d’évaluation indépendante du PGO a estimé que sept d’entre eux avaient un impact potentiel élevé¹⁰.

¹⁰ Pour en savoir plus sur la façon dont le Mécanisme d’évaluation indépendante évalue les engagements, [cliquer ici](#).

Marchés publics

Les processus opaques de passation de marchés se traduisent par des niveaux plus élevés de corruption et d'inefficacité, une diminution de la concurrence et une réduction des opportunités pour les petites et moyennes entreprises (PME). Par ailleurs, les [processus de passation de marchés ouverts](#), aussi appelés contrats ouverts, produisent une plus grande concurrence, une meilleure prestation de services publics et des économies importantes pour les gouvernements¹¹.

Principales conclusions du GDB

- **Presque tous les pays du PGO de la région publient des données sur les marchés publics.** Tous les pays du PGO évalués par le GDB en Afrique et au Moyen-Orient, à l'exception du Burkina Faso, publient des données sur les marchés publics en ligne. Toutefois, deux pays (Ghana et Malawi) ne publient pas les données gratuitement.
- **La portée des données publiées est limitée.** La plupart publient des données dont la couverture est incomplète. Les pays ont tendance à publier la majorité des données aux étapes de l'adjudication et de l'appel d'offres; seuls deux pays publient des données sur l'exécution du contrat. Une majorité ne publie pas les données essentielles, telles que la valeur des adjudications, les noms des entreprises retenues ou les dates de début et de fin des contrats.
- **L'utilisabilité des données est un point à améliorer dans toute la région.** Aucun pays ne publie de données sur les marchés publics qui répondent aux cinq principes des données ouvertes (librement accessibles, à jour, sous licence ouverte, lisibles par machine et téléchargeables en masse). Peu publient des données opportunes et actuelles. Trois pays disposent de données sur les marchés publics sous licence ouverte, et quatre publient des données lisibles par machine – deux éléments essentiels pour le suivi et la surveillance publics.

Progrès notables dans le domaine

- **De nombreux pays du PGO ont pris l'engagement de procéder à des réformes des marchés publics et des contrats ouverts.** Huit pays et trois localités d'Afrique et du Moyen-Orient ont pris un total de 28 engagements en la matière. Les réformes sectorielles sont communes, comme les contrats ouverts dans les industries extractives.
- **Cependant, peu d'engagements ont donné des résultats probants.** Seuls 2 des 17 engagements évalués par le Mécanisme de rapport indépendant ont donné des résultats initiaux probants en matière d'ouverture du gouvernement, peut-être parce que la plupart n'ont pas été entièrement mis en œuvre.

Innovations régionales

Jordanie	Bien que la publication ne se fasse qu'après l'attribution des contrats, la Jordanie publie chaque année des données sur les marchés publics, notamment la valeur des contrats et les noms des fournisseurs ¹² .
Sierra Leone	L'autorité nationale des marchés publics de la Sierra Leone publie des données sur les contrats attribués par le gouvernement, notamment le nom des fournisseurs, la valeur des contrats et les dates d'achèvement prévues ¹³ .

¹¹ Partenariat pour un gouvernement ouvert, *Le guide du sceptique pour un gouvernement ouvert*, 2022, https://www.opengovpartnership.org/le-guide-du-sceptique-pour-un-gouvernement-ouvert-edition-2022/#toc_3.

¹² Royaume hachémite de Jordanie, s.d., <https://portal.jordan.gov.jo/wps/portal/OpenData?&lang=en&isFromLangChange=yes#/viewDataSet/633>.

¹³ Autorité nationale des marchés publics, *Contrats attribués*, s.d., <https://nppa.gov.sl/contract-awards.html>.